

N° DP 25/609

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR L'ANNEE 2025 DE 8 000 EUROS - INSTITUT OCEANOGRAPHIQUE PAUL RICARD - CONDUITE DE PROJETS DE RECHERCHE ET D'EXPERIMENTATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA PECHE ET D'UNE AQUACULTURE DURABLE**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole « Toulon Provence Méditerranée »,

**VU** la délibération n° 23/05/075 du 4 mai 2023 portant élection du Président,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** l'avis favorable de la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique du jeudi 3 avril 2025, pour l'attribution d'une subvention d'un montant de 8 000 euros à l'Institut Océanographique Paul Ricard,

**CONSIDERANT** la demande de subvention en 2025 de l'Institut Océanographique Paul Ricard de 11 000 euros, pour la conduite de projets de recherche et d'expérimentation pour le développement de la pêche et d'une aquaculture durable, sur un budget prévisionnel total de 56 000 euros,

**CONSIDERANT** que l'Institut Océanographique Paul Ricard œuvre depuis plus de 55 ans pour la protection de l'océan et de ses ressources,

**CONSIDERANT** que l'Institut Océanographique Paul Ricard conscient des pressions pesant sur les ressources halieutiques, des enjeux de sécurité et de souveraineté alimentaire continue de travailler avec une équipe de biologistes et de chercheurs pour la préservation de la biodiversité marine, l'adaptation au changement climatique, l'exploitation durable des ressources vivantes et la restauration écologique du littoral,

**CONSIDERANT** que l'Institut Océanographique Paul Ricard par les actions de recherche appliquée à l'aquaculture est devenu avec son équipe de chercheurs jeunes et motivés un acteur reconnu pour permettre aux filières pêche et aquacoles de répondre aux enjeux de demain en termes de durabilité et d'économie circulaire,

**CONSIDERANT** que les projets d'étude présentés ont pour objectif d'être force de proposition sur de futurs modèles d'aquaculture sur le territoire de la Métropole :

- Etudier la faisabilité d'aquaculture régénérative qui vise à évaluer la possibilité de pratiques innovantes et durables qui soutiennent à la fois la restauration des écosystèmes marins et l'économie locale
- Evaluer la capacité de « bioremédiation » du milieu des holothuries,

**CONSIDERANT** que les axes de recherche sont déterminés par les enjeux majeurs des décennies à venir et s'inscrivent dans des partenariats avec des organismes privés ou publics,

**CONSIDERANT** que les projets présentés ont pour objectif d'être force de proposition sur de futurs modèles d'aquaculture sur le territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**CONSIDERANT** la convention, ci annexée,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE SIGNER** la convention, ci-annexée, avec l'Institut Océanographique Paul Ricard en vue de l'attribution d'une subvention de 8 000 euros, soit 14,28 % maximum du coût total du programme d'actions réalisées, hors contribution ou bénévolat, pour l'année 2025.

## **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que le montant sera revu en fonction des dépenses effectivement réalisées selon les modalités de calcul prévues à l'article 5 de la convention sans dépasser le montant maximum ci-dessus attribué.

## **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2025, article 65748 – opération 1241 – Fonction 6312.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **28 MAI 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée





## CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS 2025

### INSTITUT Océanographique PAUL RICARD

#### CONDUITE DE PROJETS DE RECHERCHE ET D'EXPERIMENTATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA PECHE ET D'UNE AQUACULTURE DURABLE

#### ENTRE

La Métropole **TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107 boulevard Henri Fabre à **TOULON**, représentée par son Président **en exercice**, agissant en vertu de la décision **DP N° 25 / ...** en date du ..... .. **2025**, ci-après désignée « **La Métropole** »,

#### ET

L'**Institut Océanographique PAUL RICARD**, ayant son siège, sur l'Île des Embiez - 83140 SIX FOURS – représenté par sa Présidente **Patricia RICARD**, ci-après désignée **L'IOPR**,

#### Il est préalablement exposé ce qui suit :

L'institut Océanographique créé en 1966 par Paul RICARD (IOPR) est aujourd'hui présidé par Patricia RICARD sa petite fille. Il continue de travailler avec une équipe de biologistes et de chercheurs pour la préservation de la biodiversité marine, l'adaptation au changement climatique, l'exploitation durable des ressources vivantes et la restauration écologique du littoral.

L'IOPR par les actions de recherche appliquée à l'aquaculture est devenu avec son équipe de chercheurs jeunes et motivés un acteur reconnu pour permettre aux filières pêche et aquacoles de répondre aux enjeux de demain en termes de durabilité et d'économie circulaire.

Les projets proposés ont pour objectif d'être force de proposition sur de futurs modèles d'aquaculture sur le territoire de TPM.

C'est une opportunité pour TPM, dans le cadre du développement des filières pêche et aquacoles et dont 9 communes sont littorales, d'avoir un centre de recherche appliquée en aquaculture et pêche durable dont les expériences sont directement mises au service des entreprises locales

L'IOPR sollicite une subvention de 11 000 euros à **TOULON PROVENCE MEDITERRANEE** pour la conduite de projets de recherche et d'expérimentation en lien avec le développement de la pêche et d'une aquaculture durable.

**Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au programme défini en annexe I que L'IOPR s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

## **ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.

Elle est conclue au titre de l'année 2025.

## **ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'IOPR**

L'IOPR s'engage à :

- Mettre en œuvre le programme d'actions, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant le logo TPM (nouveau logo TPM téléchargeable sur le site de la Métropole : <https://www.metropoletpm.fr/footercolonne1/article/logo-de-metropole-declinaisons>) sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de L'IOPR. L'IOPR informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « *à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».



## ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, L'IOPR à hauteur de 8 000 euros conformément au budget prévisionnel en annexe II de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au Budget principal 2025, article 65748 – opération 1241 – Fonction 6312.

Le concours apporté à la réalisation du programme d'actions porte sur 14,28 % du montant des dépenses subventionnables, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole.

## ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention de **8 000 euros** sera versée L'IOPR de la façon suivante :

- Un acompte de 70 %, soit **5 600 euros** à la notification de la présente convention
- Le solde, soit **2 400 euros** après la remise des pièces justificatives suivantes :
  - o Un compte-rendu financier des actions réalisées en 2025 par le bénéficiaire, signé par la Présidente et la Trésorière. Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du programme d'actions ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
  - o Le rapport annuel d'activités 2025 évaluant l'impact des actions subventionnées,
  - o Procès-verbal de l'approbation des comptes de l'exercice 2025 (dépenses et recettes) tels qu'ils ont été présentés devant l'Assemblée Générale, visés par le Président et certifiés par la Trésorière (ou par un expert-comptable *si l'aide publique est supérieure à 75 000 euros*), bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un (*obligatoire pour les associations bénéficiant d'une aide publique supérieure à 153 000 euros*).

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du programme d'actions doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par L'IOPR lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique :

- L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole,
- Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du programme d'actions. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par L'IOPR. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du programme d'actions.

## **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'IOPR**

L'IOPR adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'IOPR valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels.

## **ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE**

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, L'IOPR s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

## **ARTICLE 8 : ANNEXES**

Les annexes I et II font partie intégrante de la convention.

## **ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

En cas d'inexécution par L'IOPR de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera L'IOPR par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité L'IOPR à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.



La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de L'IOPR à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de L'IOPR.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

## **ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par L'IOPR est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT**

La convention est conclue pour l'année 2025. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, L'IOPR procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

## **ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES**

L'IOPR s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, L'IOPR devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

## ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de L'IOPR, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

### Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

## ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention **est du** ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Toulon, le

<p>Pour <b>L'INSTITUT OCEANOGRAPHIQUE PAUL RICARD</b></p> <p>La Présidente <b>Patricia RICARD</b></p>	<p>Pour la Métropole <b>TOULON PROVENCE MEDITERRANEE</b></p> <p>Le Président <b>Jean-Pierre GIRAN</b></p>
---	---

## ANNEXE I :

L'IOPR s'engage à mettre en œuvre le programme d'actions visé à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention :

### CONTEXTE

L'Institut Océanographique Paul Ricard, situé sur l'île des Embiez, œuvre depuis plus de 55 ans pour la protection de l'océan et de ses ressources.

L'institut allie recherche et mission de sensibilisation pour « connaître, faire connaître et protéger la Mer » et n'a jamais cessé de mêler recherche, sensibilisation, science et partage. Les axes de recherche sont déterminés par les enjeux majeurs des décennies à venir et s'inscrivent dans des partenariats avec des organismes privés ou publics.

Conscient des pressions pesant sur les ressources halieutiques et des enjeux de sécurité et de souveraineté alimentaire, l'Institut a depuis les 5 dernières années développé un pôle de recherche et d'expertise aquacole pour répondre aux enjeux du territoire et aux attentes des professionnels du secteur. Les programmes menés visent à développer la diversification et l'optimisation des approches aquacoles, telles que l'aquaculture multitrophique intégrée et la recherche sur une alimentation piscicole plus vertueuse, ainsi que l'optimisation des procédés de pêche et la gestion par la valorisation des co- et sous-produits.

Conscient de l'urgence climatique et des pressions pesant sur la biodiversité et le milieu, l'Institut souhaite renforcer son pouvoir d'action en partageant cette connaissance afin d'améliorer l'expertise des acteurs professionnels. Il apporte également son soutien technique et scientifique dans le cadre d'élaboration de programmes.

Pendant plusieurs années, TOULON PROVENCE MEDITERRANEE a soutenu l'animation sur le territoire du projet NAIADÉ pour une alimentation alternative des poissons d'aquaculture. Cette recherche est aujourd'hui avancée et l'IOPR continue la stabilisation sur fonds propres en lien avec les acteurs aquacoles.

Les projets présentés ont pour objectif d'être force de proposition sur de futurs modèles d'aquaculture sur le territoire de TOULON PROVENCE MEDITERRANEE.

### DESCRIPTIFS DES ACTIONS DE L'IOPR en 2025

#### Action 1: Étude de faisabilité d'aquaculture régénérative

Ce projet d'étude sur l'aquaculture régénérative vise à évaluer la faisabilité de pratiques innovantes et durables qui soutiennent à la fois la restauration des écosystèmes marins et l'économie locale. L'aquaculture régénérative diffère de l'aquaculture traditionnelle : elle ne se limite pas à la production de ressources marines pour la consommation elle se concentre également sur la régénération de l'environnement marin.

Ce modèle utilise des espèces et des méthodes spécifiques pour restaurer les habitats dégradés, améliorer la biodiversité et renforcer la résilience des écosystèmes côtiers.



**Bénéfices pour la restauration des écosystèmes** : en intégrant des espèces qui jouent un rôle actif dans la régénération de l'écosystème marin, l'aquaculture régénérative peut contribuer à la résilience des habitats. Les vers marins, par exemple aèrent les sédiments et participent à la décomposition de la matière organique, ce qui améliore la qualité de l'eau et favorise la biodiversité. Les éponges, quant à elles, filtrent les particules en suspension, ce qui clarifie l'eau et facilite la photosynthèse pour d'autres espèces végétales. Ces effets bénéfiques contribuent non seulement à un environnement marin plus sain, mais aussi à la protection des ressources halieutiques locales.

**Soutien à l'économie locale** : en encourageant des pratiques d'aquaculture à faible impact environnemental et à forte valeur ajoutée, l'aquaculture régénérative crée des opportunités pour des acteurs locaux, y compris les pêcheurs. La demande pour des produits de mer durables et traçables est en pleine croissance, que ce soit pour des applications en cosmétique, en médecine, ou dans les marchés bio et gastronomiques. Cette étude vise à évaluer si la région pourrait devenir un acteur clé de ce secteur émergent, en répondant aux attentes de consommateurs de plus en plus soucieux de l'origine et de l'impact écologique des produits qu'ils consomment.

L'objectif de cette demande de financement est de mener une étude de faisabilité approfondie pour évaluer la viabilité d'un projet d'aquaculture régénérative dans la région. Cette étude a pour but de fournir une base solide de connaissances techniques, économiques et écologiques sur laquelle reposeront les décisions futures concernant la mise en œuvre de ce type d'aquaculture. Plus précisément, le financement permettra de financer plusieurs volets essentiels de cette étude :

### **1. Analyse des espèces régénératives et de leurs impacts écologiques :**

Cette étude se concentrera sur des espèces comme les éponges et les vers marins, connus pour leur capacité à purifier l'eau, à enrichir les sols marins, et à soutenir la biodiversité. L'étude permettra d'identifier les espèces locales qui peuvent jouer un rôle significatif dans la régénération des habitats marins tout en étant viables pour une production en aquaculture.

### **2. Évaluation des techniques d'aquaculture régénérative :**

Le financement permettra d'explorer des méthodes spécifiques qui minimisent l'empreinte écologique tout en maximisant les bénéfices pour l'écosystème. Ces techniques incluront des systèmes de filtration naturelle, des infrastructures adaptées pour l'élevage de ces espèces, et des méthodes de culture en mer qui respectent les cycles naturels.

### **3. Étude de marché et analyse de rentabilité :**

Ce projet examine aussi le potentiel économique des produits issus de l'aquaculture régénérative pour des secteurs comme la cosmétique, la santé, et la gastronomie durable. Une étude de marché approfondie permettra de comprendre les perspectives de demande pour ces produits, les exigences en matière de traçabilité et de certification, ainsi que les prix potentiels sur les différents marchés.

### **4. Analyse des retombées sociales et économiques locales :**

Un des objectifs principaux est d'évaluer comment ce projet pourrait créer des emplois, soutenir la diversification de l'économie locale, et offrir de nouvelles perspectives aux pêcheurs et aux professionnels du secteur maritime.



### **Budget prévisionnel de l'action 1 :**

Dépenses		Ressources	
Postes de dépenses	Montant	Nature de concours financiers	Montant
Achats matières et fournitures	5 000 €	Ventes de produits et prestations de services	10 000 €
Prestataires, honoraires, rémunérations intermédiaires	17 000 €	<b>Toulon Provence Méditerranée</b>	<b>8 000 €</b>
		Région Sud	8 000 €
Déplacements, missions	2 000 €		
Charges de personnel	14 000 €	Etat	14 000 €
Gestion courante	2 000 €		
<b>TOTAL</b>	<b>40 000 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>40 000 €</b>

### **Action 2 : Holothurie**

Pour évaluer la capacité de « bioremédiation » du milieu des holothuries, l'Institut s'associe au projet « holoprod » qui a pour objectif d'analyser le sédiment en début de projet (dans et hors enclos) puis en fin de projet (dans et hors enclos).

L'objectif est d'étudier deux volets :

1. Bioremédiation du milieu par les holothuries (Interactions entre holothuries et milieux d'élevage)
2. Bioaccumulation des contaminants dans les holothuries.

L'approche économique des activités de grossissement doit permettre :

- d'évaluer les modèles économiques et les conditions d'exploitation de ces activités
- de chiffrer les coûts d'investissement et de fonctionnement.

L'estimation de la rentabilité s'effectuera sur les activités de grossissement dont les essais auront été jugés concluants au regard notamment de critères de rendement et de faisabilité technique.

Les activités retenues dans l'évaluation économique seront caractérisées notamment selon leur taille, technique et matériels utilisés, niveau de main d'œuvre nécessaire, et ce, à des fins d'établissement de données d'exploitation moyennes (volume produit, chiffre d'affaires, coût d'exploitation ...).

**Budget prévisionnel de l'action 2 :**

Dépenses		Ressources	
Postes de dépenses	Montant	Nature de concours financiers	Montant
Achats	4 000 €	Ventes de produits et prestations de services	3 000 €
		<b>Toulon Provence Méditerranée</b>	<b>3 000 €</b>
Prestataires, honoraires, rémunérations intermédiaires	2 000 €		
		Fonds privés	5 000 €
Déplacements/missions	1 000 €		
Charges de personnel	8 000 €	Région sud	5 000 €
Gestion courante	1 000 €		
<b>TOTAL</b>	<b>16 000 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>16 000 €</b>

## ANNEXE II : BUDGET PREVISIONNEL GLOBAL 2025

Dépenses		Ressources	
Postes de dépenses	Montant	Nature de concours financiers	Montant
Achats matières et fournitures	9 000 €	Ventes de produits et prestations de services	13 000 €
		<b>Toulon Provence Méditerranée</b>	<b>11 000 €</b>
Prestataires, honoraires, rémunérations intermédiaires	19 000 €	Région Sud	13 000 €
		Fonds privés	5 000 €
Déplacements/missions	3 000 €		
Charges de personnel	22 000 €	Etat	14 000 €
Gestion courante	3 000 €		
Charges exceptionnelles			
<b>TOTAL</b>	<b>56 000 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>56 000 €</b>

La subvention de 8 000 € représente 14,28 % du total des produits :  
(montant attribué/total des produits) x 100.